



« Il faut de la sobriété dans l'exercice du pouvoir »

Faire de la politique autrement, est-ce possible ?

Dominique Potier, député de Meurthe-et-Moselle Un agriculteur à l'Assemblée

Parlementaire, agriculteur, père de famille nombreuse... Dominique Potier, 50 ans, n'a pas un parcours banal. Maire de Lay-Saint-Rémy (Meurthe-et-Moselle) et président de la communauté de communes du Toulinois (2008-2013), il s'est engagé tôt en politique. Ancien militant du Mouvement rural de jeunesse chrétienne (MRJC), il est imprégné depuis longtemps par le christianisme social : « J'aime à dire que j'ai trois écoles : la famille, la République et l'Église », raconte-t-il. Dans sa région ravagée par la désindustrialisation, il a lancé un plan de reconversion des

35 hectares du site Kléber, fermé par Michelin en 2008, y attirant deux entreprises axées sur l'économie circulaire. Sous son impulsion, le projet « Côte à Côte vignoble 2020 » prévoit l'exploitation de 300 hectares du vignoble du Toulinois laissés en friche. Il a aussi développé des circuits d'approvisionnement des cantines scolaires de la région en produits locaux. « J'ai l'impression, dit-il, que mon territoire est un laboratoire en plein renouveau économique. » À l'Assemblée nationale, il a joué un rôle moteur dans le vote de la loi sur la transparence des paradis fiscaux*. Désireux

de « renouveler en profondeur la vie politique », Dominique Potier plaide pour davantage de sobriété dans l'exercice du pouvoir et pour une limitation du cumul des mandats. « Le fait de ne pas cumuler laisse du temps pour l'écoute des autres et pour approfondir son action. » Cofondateur d'Esprit civique, un laboratoire d'idées de gauche, il propose d'instaurer un écart maximal de revenus, un plafonnement des salaires et des dividendes, ainsi qu'une fiscalité plus progressive.

* Loi de séparation et de régulation des activités bancaires, adoptée par le Parlement le 18 juillet 2013.

Affaires, petites phrases, élitisme... Si, pour beaucoup de Français, la politique se résume à ce spectacle affligeant, **des hommes et des femmes se risquent à faire de la politique autrement.** Pèlerin a recueilli leurs idées afin d'agir pour le bien commun.

PAR AGNÈS CHARETON
PHOTOS BRUNO LÉVY

UN SIGNAL D'ALARME. Voilà à quoi ressemble le baromètre de la confiance politique du Cevipof, publié en janvier 2014. 69 % des Français interrogés pensent que la démocratie fonctionne mal. 87 % d'entre eux jugent que les hommes politiques ne se préoccupent pas de ce qu'ils pensent. 25 % seulement disent faire confiance au gouvernement. Seuls les élus locaux sont relativement épargnés, le maire conservant l'adhésion de 61 % de ses administrés. Du jamais-vu ! Comment redonner confiance aux Français dans la politique ? Les idées ne manquent pas. Donner la parole aux citoyens,

renforcer la parité hommes-femmes, limiter le cumul des mandats, diversifier le profil des dirigeants, mettre fin aux conflits d'intérêts... Certaines mesures ont déjà été mises en œuvre, d'autres sont encore à inventer. Du 24 septembre au 1^{er} octobre, la mairie de Paris a proposé aux Parisiens de participer à l'élaboration du premier « budget participatif » de la ville. Une initiative qui a fait ses preuves au Brésil, aux États-Unis ou au Portugal. À Paris, quinze projets, représentant un total de 20 millions d'euros, ont été soumis au vote des habitants – rendre la rue aux enfants, installer des kiosques pour faire la fête, développer des espaces de travail en commun. Le vote, ouvert aux enfants et aux étrangers, a réuni plus de 40 000 participants. Une « innovation démocratique »

« Les jeunes doivent s'engager »



VERS UNE FÉMINISATION DE L'ASSEMBLÉE ?

⊕ majeure » pour Anne Hidalgo, maire de Paris, là où ses détracteurs dénoncent un « gadget ». D'autres évolutions plus profondes sont en marche. Pour Patrick Le Lidec, chercheur au CNRS, une petite révolution aura lieu aux prochaines élections cantonales, en mars 2015. « L'application du scrutin binominal majoritaire à deux tours va féminiser la classe politique », explique le politologue. Selon ce nouveau mode de scrutin, adopté en 2013, les électeurs voteront pour un binôme composé obligatoirement d'un homme et d'une femme, tandis que le nombre de cantons sera divisé par deux. « En conséquence, il y aura 50 % de femmes parmi les conseillers généraux », poursuit Patrick Le Lidec. Or, c'est dans ce vivier que se recrutent les députés. Il anticipe, par ricochet, une féminisation de l'Assemblée nationale d'ici quelques années. Aujourd'hui, on compte seulement 26,9 % de femmes députées, 25 % de sénatrices, 13,8 % de

Madeleine de Jessey, porte-parole de Sens commun Des « Veilleurs » à l'engagement politique

Madeleine de Jessey, 25 ans, est une battante. En 2013, cette étudiante en lettres à l'École normale supérieure était chef de file des « Veilleurs ». Elle a alors pris conscience de l'urgence, pour la jeunesse, de s'engager en politique. Elle a donc cofondé Sens commun et décidé de rejoindre l'UMP, pour tenter de rénover ce parti « en pleine déliquescence ». « Nous voulons, dit-elle, renouveler la politique dans sa pratique et son contenu. » Sens commun veut mettre fin à la corruption,

femmes maires, selon l'Observatoire de la parité. Pour autant, l'arrivée de femmes en politique ne devrait pas changer, dans l'immédiat, la composition sociologique de la classe politique. Pas plus que la loi sur la limitation du cumul des mandats, adoptée par l'Assemblée en janvier 2014. « Les places ne vont pas se libérer au profit du boulanger ou de l'ouvrier mais au profit des collaborateurs d'élus, familiers du pouvoir politique », note Patrick

revenir à l'équilibre budgétaire, alléger les contraintes qui pèsent sur les entreprises, promouvoir la famille et protéger l'environnement. Fort de plusieurs milliers d'adhérents, le mouvement veut peser sur les idées et l'avenir du premier parti d'opposition. En octobre, il organise des ateliers de formation ouverts au public dans toute la France, sur le thème de l'éducation. Le 15 novembre prochain, il tiendra un grand meeting national à Paris. Plus de 2 000 personnes y sont attendues.

Le Lidec. Pour l'association Anticor, qui lutte contre la corruption, cette loi est tout de même « un pas dans la bonne direction ».

Renouveler la classe politique

« Le cumul des mandats et des fonctions exécutives favorisent le clientélisme et génèrent des conflits d'intérêts », écrit l'association, qui regrette que rien n'ait été fait pour limiter les mandats dans le temps. « Il faut tout (suite p. 18) »

Pierre Larrourou, conseiller régional d'Île-de-France Pour une « Nouvelle Donne »

Pierre Larrourou*, 50 ans, a fondé son propre parti, Nouvelle Donne, fin 2013. Il revendique déjà 11 000 adhérents. Pour lui, le renouvellement en politique doit emprunter deux voies. D'une part, la participation aux élections pour peser dans les institutions (sans cumul de mandats, et avec deux mandats successifs maximum pour renouveler la classe politique). D'autre part, les initiatives citoyennes de terrain, qui touchent au fonctionnement des écoles, à l'intégration des immigrés ou aux transports locaux. Cette action conjointe, au sommet et à la base, en assemblée et dans la rue, permet de « prendre la réalité en tenailles », explique Pierre Larrourou. En outre, il appelle de ses vœux une refonte des institutions pour en finir avec la toute-puissance du chef de l'État et son irresponsabilité devant le Parlement, une exception en Europe. S'il entend renforcer le rôle du Parlement face à l'exécutif, il souhaite, en même temps, permettre aux citoyens d'exiger un vote parlementaire sur un texte de loi qui aurait recueilli 300 000 signatures. « Les députés, affirme-t-il, ne pourraient plus éviter le débat sur une vraie réforme bancaire, par exemple. »

* La grande trahison. Les élites ont abdiqué, à nous de reprendre la main, Éd. Flammarion, p. ; 15 €.

CELINE ANAYA-GAUTIER



« Il faut agir au sommet et dans la rue »



Louis Manaranche, président de Fonder demain Un historien passionné par la cité

Un lieu de réflexion politique inspiré par la doctrine sociale de l'Église... L'idée a germé dans l'esprit de Louis Manaranche, agrégé d'histoire de 27 ans, au lendemain des manifestations contre le « mariage pour tous. » Ainsi a-t-il lancé il y a un an, avec quelques amis, Fonder demain, collectif qui réunit 200 jeunes professionnels. Leur objectif ? « La reconstruction de la cité

au service de l'homme ! » Depuis un an et demi, tous s'attellent à des rapports sur la vie politique, l'éducation, la mondialisation l'économie sociale et solidaire... Des textes inspirés par la doctrine sociale de l'Église, valable « pour tous les hommes de bonne volonté. » Les rapports sont ensuite remis aux décideurs politiques, pour éclairer et influencer leur action.

CUMULER LES MANDATS FAVORISE LE CLIENTÉLISME

faire pour que le Parlement et l'exécutif reflètent la société française en termes de tranche d'âge, d'origine socioprofessionnelle, et de féminisation », plaide Jean-Marie Cavada, président de Nous citoyens (*lire ci-dessous*). De son côté, Michèle Delaunay, député PS de Gironde et ancienne ministre du gouvernement Ayrault, met en garde contre ceux qui font carrière en politique « sans mettre un pied dans la vraie vie ». « J'ai toujours aimé la politique mais je suis contente de n'en avoir fait que tard, après une vie professionnelle qui m'a apporté une grande indépendance d'esprit, la capacité de prendre du recul, et la connaissance du monde de la santé », témoigne cette ancienne cancérologue. Conseillère d'opposition à Bordeaux, elle prône une politique de proximité. « Les gens ont besoin d'être écoutés et de connaître ceux qui les représentent. » Tous les mois, elle rencontre des jeunes, à qui elle espère donner le goût de la politique. « Je leur dis : avant de critiquer les politiques, demandez-vous : qu'est-ce que je ferais à leur place ? » Dominique Potier (*lire p. 15*), député PS de Meurthe-et-Moselle, croit aussi en la jeunesse. « Dans le monde politique, il y a un énorme déficit d'espérance », constate-t-il. Je suis sûr que les nouvelles générations peuvent se mobiliser pour de belles causes, et croire en la République. » ●



Charles de Courson, député de la Marne Un parlementaire incorruptible

Quand il s'agit de dénoncer la corruption, Charles de Courson, 62 ans, député et maire de Vanault-les-Dames, n'a pas sa langue dans sa poche : « Le peuple a le droit de demander à ses élus d'être intègres ! » À l'Assemblée, ce pro-Européen fait partie de « l'opposition constructive » au sein de l'UDI, n'hésitant pas à voter les textes de ses adversaires quand il estime qu'ils vont dans le bon sens. Se vouant « sept jours sur sept » à ses mandats,

il rêve de mettre fin aux conflits d'intérêts : « Qu'est-ce qu'on attend pour interdire l'exercice de certaines activités aux parlementaires, comme celle d'avocat d'affaires ? » Partisan d'un contrôle strict des deniers publics, il s'est battu pour obtenir la transparence des frais professionnels des députés*, sans y parvenir. Un combat qui lui a valu le prix de l'éthique 2012 de l'association Anticor. * L'indemnité représentative de frais de mandat, de 6412 € brut par mois.

Jean-Marie Cavada, député européen À 74 ans, il veut tout changer

Les années n'ont pas entamé son énergie. Eurodéputé, il a quitté la vice-présidence du Nouveau centre et de l'UDI, pour prendre la tête de Nous citoyens*, mouvement politique fondé il y a un an, qui revendique 12 000 adhérents, issus de toutes les catégories sociales. Parmi eux, beaucoup de femmes. Ce mouvement veut incarner une alternative crédible au système politique, pour « engager les réformes nécessaires au

redressement du pays » : baisse massive des charges financée par une hausse temporaire de la TVA, développement de l'apprentissage, simplification du code du travail, modernisation du dialogue social... des mesures capables de créer deux millions d'emplois en cinq ans, selon Jean-Marie Cavada. « Mon origine sociale modeste, dit-il, m'a appris à être honnête avec l'argent des autres. J'essaie de faire ce que je dis ». *www.nouscitoyens.fr

Alain Duhamel « Vite, un langage d'effort ! »

Peut-on qualifier d'historique la disgrâce actuelle des hommes politiques ? Oui, car jamais leur discrédit n'a été aussi massif, du moins depuis que l'on mesure scientifiquement leur cote de popularité, c'est-à-dire à partir de 1945. La situation est d'autant plus alarmante que toutes les enquêtes d'opinion convergent, année après année, dans un sens négatif.

Comment en est-on arrivé là ? En raison de l'échec alterné, depuis 1974, de la droite et de la gauche face à la crise. Résultat : quarante ans de chômage de masse, de précarité et d'angoisse du déclassement. Cette impuissance publique provoque un sentiment d'enlèvement. D'autant que seule la France s'affaisse à ce point en Europe... Ensuite, viennent les affaires. Il y en a toujours eu sous la V^e République. Mais depuis le second septennat de François Mitterrand, elles sont de plus en plus nombreuses. Alors qu'elles étaient jadis révélées de manière progressive et partielle, nous les apprenons instantanément et totalement.

Quelle est la conséquence la plus grave ?

Durant les Trente Glorieuses, nous vivions dans une société de confiance. Il fallait travailler davantage et dans des conditions plus difficiles mais le progrès était là. Aujourd'hui, nous sommes dans une société de profond ressentiment social. Cela se traduit par la montée de l'extrême droite, dont le seul argument est qu'elle n'a jamais échoué... car elle n'a

jamais gouverné ! Pour le reste, son programme économique est un tissu d'inepties dont les résultats seraient catastrophiques.

Comment sortir de cette crise ? D'abord ne pas sous-estimer les capacités d'adaptation des Français, comme l'ont fait tous les pouvoirs successifs. Une majorité de nos concitoyens attend des hommes politiques qu'ils leur tiennent un langage d'effort : « Ça va être dur, ça prendra du temps, mais on y arrivera ! » En attendant, il faut davantage de transparence. Pourquoi ne pas demander un quitus fiscal à tout candidat aux élections, mêmes municipales ? Les électeurs auraient la certitude que ceux qui se présentent devant eux n'ont rien à se reprocher. Il est aussi possible d'accélérer la féminisation et le renouvellement de la classe politique. Il faut menacer d'une interdiction de participer aux scrutins les partis qui ne présentent pas 50 % de femmes. Mettons ensuite la pression sur ces mêmes partis pour qu'ils alignent des jeunes, en créant un Observatoire des médias

mesurant cet effort.

Côté institutionnel, une fusion du Conseil économique et social et du Sénat s'impose, tout comme une réduction du nombre de députés et sénateurs. Enfin, sur une ou deux questions qui seront au cœur de la prochaine campagne présidentielle, organisons un référendum dans les trois premiers mois de mandat du nouveau président. Voilà qui donnerait davantage de pouvoir aux citoyens ! Toutes ces mesures peuvent être prises dans de brefs délais. Elles ne coûtent pas un centime et permettent même de faire des économies. Reste une avancée essentielle : la création d'un véritable statut des élus, qui leur accorde un traitement financier honorable. Ainsi, grâce au recrutement parmi eux de nouvelles catégories sociales, seront-ils davantage représentatifs de la population française, les fonctionnaires et retraités n'étant plus majoritaires en leur sein. Mais attention, cette réforme coûterait plusieurs milliards d'euros. C'est le prix de la démocratie ! ●

RECUEILLI PAR BENOÎT FIDELIN



Le livre

Cinquante ans de vie politique ! De la mise en ballottage du général de Gaulle lors de la présidentielle de 1965 au « coup de tocsin » du 25 mai dernier quand le Front national est arrivé en tête aux élections européennes, Alain Duhamel décrit avec brio dans son dernier livre quarante scènes de la V^e République, dont il a été le témoin : la « grande alternance » de 1981, le surgissement de Jean-Marie Le Pen, le bonapartiste à l'Élysée, les guerres civiles de la droite

française, etc. Jusqu'à une conclusion sans appel : « La France broie du noir. 15 % de sa population est sinistrée, 35 % redoutent chaque matin de l'être à leur tour et l'on ne parle jamais des 50 % autres, comme si la



confiance ou l'espoir étaient tabous, interdits d'Hexagone ». Un livre passionnant. Et édifiant ! Une histoire personnelle de la V^e République, Éd. Plon, 300 p. ; 19,50 €.